

Claire Chaumont Le retrait des Etats-Unis de l'OMS affecterait notre santé et notre sécurité à tous

La consultante en santé publique analyse les conséquences sur la gouvernance de l'Organisation mondiale de la santé et sur les populations qu'aurait la décision « catastrophique » de Donald Trump de quitter l'institution

Quelques heures après son investiture, Donald Trump a signé un décret présidentiel annonçant la sortie des Etats-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il met ainsi à exécution un retrait qu'il avait déjà amorcé à la fin de son premier mandat, mais que Joe Biden avait interrompu lors de son arrivée au pouvoir. Selon les règles de l'organisation onusienne, un Etat membre doit notifier son retrait douze mois à l'avance, soit un départ effectif en janvier 2026. Mais, à l'heure actuelle, il n'est pas certain que le gouvernement américain respecte ce calendrier.

Les conséquences de ce retrait sont claires. D'un côté, l'OMS perd un de ses plus gros financeurs, de nombreux experts placés au sein de l'institution, un canal diplomatique d'échange d'informations avec le gouvernement américain et ses influentes institutions, et (potentiellement) l'accès à un réseau de 71 centres collaboratifs américains.

De l'autre côté, les Etats-Unis perdent leur place au sein de l'Assemblée générale de l'OMS, qui détermine les orientations stratégiques de la structure, ainsi qu'un accès aux données mondiales dont l'organisation est le dépositaire. C'est, par exemple, elle qui a reçu de la Chine le séquençage génétique du virus du Covid-19.

Plus intéressant est de réfléchir aux implications de cette décision catastrophique sur notre système de gouvernance en santé mondiale et, in fine, sur la santé des populations. Ces répercussions sont de quatre ordres.

Une capacité réduite à impulser une politique mondiale Parce qu'elle est d'abord centrée sur les questions scientifiques et techniques, l'OMS demeure un forum où les Etats peuvent s'accorder sur une politique mondiale, en dépit des dissensions et des conflits. La campagne contre la variole (éradiquée en 1980), mise en œuvre conjointement avec des experts des Etats-Unis et de l'URSS, au pic de la guerre froide, en est un exemple.

En perdant un de ses membres fondateurs, l'OMS voit sa capacité à impulser une politique mondiale, déjà diminuée ces dernières années, considérablement affaiblie. On observe, en particulier depuis la pandémie de Covid-19, un repli des pays vers des alliances régionales, vues comme plus à même d'aboutir à des actions concrètes. Cette fragmentation risque de s'accroître, alors même que les risques sanitaires posés par le changement climatique ou la montée des conflits augmentent.

Une solidarité internationale affaiblie L'OMS n'est pas un organisme de finan-

cement, mais une agence technique de production de normes et de coordination. La sortie des Etats-Unis de l'OMS va grandement affecter le fonctionnement de l'organisation multilatérale; mais ce simple retrait n'aurait que marginalement impacté le montant de l'aide américaine au développement en santé. Il en va tout autrement depuis l'annonce par le nouveau gouvernement américain de la remise en cause des financements du Pefar, le plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida, ou de l'Usaid, l'agence des Etats-Unis pour le développement international.

Ces financements sont en partie gelés depuis plusieurs jours, même si une dérogation concernant les programmes d'aide humanitaire vitale devrait permettre au Pefar de reprendre ses activités. En 2024, le montant total de l'aide américaine en faveur de la santé mondiale était de 12 milliards de dollar [plus

de 11,4 milliards d'euros], ce qui en fait le plus gros financeur au niveau international. Le rôle des Etats-Unis est particulièrement important dans les domaines du VIH/SIDA, de la santé maternelle et infantile, de la tuberculose, de la malaria, des maladies tropicales négligées et de la prévention et réponse aux épidémies: des millions de personnes risquent donc d'être particulièrement touchées par un retrait des Américains du système de solidarité internationale.

Une gestion des risques transnationaux plus compliquée La sortie des Etats-Unis de l'OMS risque de porter le coup de grâce au nouveau traité contre les pandémies, qui vise à renforcer les mécanismes de surveillance épidémiologique et de partage de l'information lors d'événements épidémiques. Pour autant, la prévention des risques infectieux n'est pas le seul secteur concerné par cette décision. Par exemple, la Convention-cadre pour la lutte antitabac, dont les Etats-Unis sont signataires depuis 2004, a été négociée sous les auspices de l'OMS. Si les Etats-Unis se retirent de l'OMS, il sera plus compliqué de négocier et de faire appliquer ce type d'accord.

Une production moindre de biens publics globaux Enfin, la capacité mondiale à produire et à partager des biens communs, en particulier en matière de données, de connaissances et de production de normes va être affaiblie, du fait du rôle prédominant des Etats-Unis en matière de recherche et d'innovation.

Cela risque d'être particulièrement évident dans le domaine de la santé environnementale, un secteur émergent où le besoin de collaboration scientifi-

que est particulièrement fort, et qui est une des nouvelles priorités de l'OMS. C'est bien évidemment également un domaine où la sortie concomitante des accords de Paris aura des conséquences énormes.

Alors que le conseil exécutif de l'OMS, un groupe de 34 représentants des Etats membres qui aide à préparer l'Assemblée générale de l'organisation, se réunit actuellement à Genève, le président de l'Argentine, Javier Milei, a annoncé, lui aussi, vouloir se retirer de l'organisation. Les conséquences de ces annonces, notamment en termes financiers, ne sont pas encore claires.

D'autres acteurs, tels que l'Union européenne, des fondations privées ou certains BRICS, pourraient augmenter leur participation financière à l'OMS afin de garantir les activités de l'organisation. La communauté scientifique s'organise également afin de maintenir des relais d'échange informels.

Pour autant, ces retraits, s'ils se concrétisent, risquent de reconfigurer profondément le rôle de l'OMS et le paysage de la santé mondiale. A terme, c'est notre santé et notre sécurité à tous qui sont en jeu. La pandémie de Covid-19 l'a démontré de manière claire: les risques sanitaires sont maintenant mondiaux. La réponse internationale doit nécessairement être mondiale aussi. ■

Claire Chaumont, consultante en santé publique et en gouvernance de la santé, vit actuellement en Californie. Elle a travaillé à l'OMS et a enseigné à Harvard

Les décisions des Etats-Unis en matière de santé font peser de lourdes menaces sur le progrès et la coopération scientifiques

Un collectif de chercheurs, de médecins et de représentants d'associations s'inquiète des premières mesures de l'administration Trump et rappelle que la coopération internationale est vitale pour affronter les défis de santé auxquels le monde est confronté

Les informations en provenance des Etats-Unis suscitent une inquiétude croissante au sein de la communauté scientifique et médicale internationale. Après le retrait des Etats-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le gel des budgets des grandes institutions américaines de santé publique et de recherche, la suspension des programmes d'aide au développement de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (Usaid), et les restrictions imposées au plan d'urgence présidentiel de lutte contre le sida (Pepfar), créé par George W. Bush en 2003, font peser de lourdes menaces sur la coopération entre chercheurs et sur le progrès scientifique.

A cela s'ajoutent les censures qui frappent les principes fondamentaux d'équité, de diversité et d'inclusion, ou des thématiques cruciales, telles que la crise climatique, désormais expurgées des textes officiels américains.

Dans ce contexte, la communauté scientifique de l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales Maladies infectieuses émergentes (ANRS MIE), agence de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et institution-clé dans la lutte contre les maladies

infectieuses endémiques et émergentes, exprime sa solidarité avec ses homologues américains et avec tous les chercheurs concernés. Elle fait également part de ses fortes inquiétudes, quant aux conséquences probables de cette situation inédite sur la santé mondiale.

Menaces de pandémies

La collaboration internationale est, comme le souligne Peter Agre (Prix Nobel de chimie en 2003), « essentielle non seulement pour le progrès scientifique, mais aussi pour l'avenir de l'humanité ». Aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut relever seul les défis mondiaux d'aujourd'hui. Ces collaborations ont permis des résultats considé-

rables aussi bien dans l'acquisition de nouvelles connaissances que dans l'amélioration de la santé publique, dans les pays les plus riches comme dans ceux à ressources faibles ou intermédiaires, en particulier dans le domaine du VIH [virus de l'immunodéficience humaine]/sida et des maladies transmissibles.

Les Etats-Unis sont des acteurs majeurs du financement de la recherche scientifique – l'agence fédérale américaine chargée de la recherche médicale et biomédicale (NIH) disposait d'un budget de 3,3 milliards de dollars en 2023 (2,99 milliards d'euros) pour la seule thématique du VIH/sida – et sont parmi les partenaires privilégiés de la France.

En conjuguant leurs forces, chercheurs américains et équipes françaises de l'ANRS MIE ont permis des avancées majeures, comme la démonstration de l'efficacité de la prévention par les antirétroviraux de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, celle des traitements antituberculeux, en particulier pour les patients vivant avec le VIH ou, récemment, celle de la prophylaxie préexposition, abrégée en PrEP (de l'anglais *pre-exposure prophylaxis*) pour prévenir la contamination par le VIH. Grâce à ces résultats, la prévention de la trans-

mission de la mère à l'enfant du VIH est devenue la norme internationale, les recommandations de l'OMS concernant le traitement de la tuberculose ont été adaptées et de nombreux pays ont maintenant intégré la PrEP dans leurs stratégies de prévention. La collaboration entre le NIH et l'Inserm a aussi permis de démontrer l'efficacité de vaccins contre la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest, en pleine crise d'urgence sanitaire.

Conséquences mondiales

Les crises épidémiques récentes, telles que celle liée au Covid-19, nous rappellent que la science, l'innovation et la coopération sont les meilleurs atouts pour sauver des vies. Aujourd'hui, des partenariats étroits entre scientifiques américains, français et d'autres pays contribuent à la préparation et à la réponse à l'émergence de nouvelles pandémies.

Les décisions prises dans les dernières semaines aux Etats-Unis compromettent sérieusement ces liens scientifiques, alors que la coopération internationale est vitale face à la menace d'émergence de maladies infectieuses sur tous les continents, y compris aux Etats-Unis. Les risques actuels concernent la circulation de pathogènes tels

que le virus H5N1, responsable de l'épidémie de grippe aviaire aux Etats-Unis, la mpox ou Ebola; ils nécessitent une surveillance rigoureuse et une transparence totale pour anticiper sur une éventuelle diffusion internationale.

Les défis de santé – en particulier les pandémies – auxquels le monde sera confronté appellent une réponse mondiale coordonnée, dans laquelle le rôle des Etats-Unis est très important. La recherche scientifique est un bien commun qui transcende les frontières politiques. L'interruption des échanges entre chercheurs, les restrictions sur les financements et l'exclusion de certaines communautés

scientifiques, mais aussi représentant la société civile, auront sans aucun doute des conséquences majeures sur la santé publique mondiale.

Au-delà du choc provoqué par les décisions du gouvernement américain, il est impératif de repenser le cadre de la coopération internationale en santé mondiale. Cette crise met en lumière la dépendance des pays à ressources faibles et intermédiaires vis-à-vis des Etats-Unis. L'enjeu du renforcement de leur autonomie est d'ores et déjà posé. L'Europe, dans ce contexte, a un rôle essentiel à jouer, en s'engageant pleinement pour assurer son leadership et forger les alliances intercontinentales nécessaires. ■

Premiers signataires: Françoise Barré-Sinoussi, Prix Nobel de médecine (2008); Nathalie Bajos, présidente du Conseil national du sida et des hépatites virales; Yasmine Belkaid, directrice générale de l'Institut Pasteur; François Dabis, ancien directeur de l'ANRS (2017-2020); Jean-François Delfraissy, ancien directeur de l'ANRS (2005-2017); Eric D'Ortenzio, directeur stratégie et partenariats de l'ANRS MIE; Michel Kazatchkine, ancien directeur de l'ANRS (1998-2005); Isabelle Richard, présidente du conseil d'orientation de l'ANRS MIE; Didier Samuel, président-directeur général de l'Inserm; Yves Souteyrand, conseiller scientifique de l'ANRS MIE; Florence Thune, directrice générale de Sidaction; Yazdan Yazdanpanah, directeur de l'ANRS MIE. Retrouvez la liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EST UN BIEN COMMUN QUI TRANSCENDE LES FRONTIÈRES POLITIQUES